



# QUEL SYSTÈME DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LE PROCHAIN QUINQUENNAT ?

Neuf représentants des candidats à l'élection présidentielle sur onze ont passé un "Grand oral" sur la formation professionnelle, mercredi 19 avril, organisé par le Collectif des présidents pour l'amélioration de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

L'événement a été conçu et animé par Gilles Schildknecht, membre du bureau du Comité mondial des apprentissages. Présidé par Yves Attou, ce collectif rassemble les présidents d'associations et organisations impliquées dans les questions de formation professionnelle et d'apprentissage. Centre Inffo, partenaire du Comité, publie les comptes rendus de ces interventions.



## Nathalie Arthaud

souhaite “renforcer le contrôle des travailleurs” sur la formation professionnelle.

Aurélié Gerlach

“Nous mettons en haut de nos priorités la nécessité d’un contrôle des travailleurs sur les agissements des patrons, notamment dans le domaine de la formation professionnelle, afin de mettre à jour les magouilles de certains. Il faudrait pour cela mettre en place une organisation du travail qui aujourd’hui n’existe pas.” Denis Aussel, professeur de mathématiques, représentait Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière à l’élection présidentielle, à l’occasion du “Grand oral des candidats”. Ainsi, pour améliorer l’accès à la formation professionnelle pour les classes populaires, Lutte ouvrière souhaite “inverser la balance entre les travailleurs et le patronat” via la “lutte collective”. Il dénonce “cette idée que les demandeurs d’emploi n’auraient pas les qualifications requises.” Selon lui, “les six millions de chômeurs que nous avons aujourd’hui en France n’ont rien à voir avec un manque de formation, mais avec la crise, et avec l’exploitation de ceux qui ont un travail”. LO souhaite une augmentation massive des embauches. “Les coffres forts sont pleins malgré la crise. Il faut mettre à contribution les grandes fortunes. De la même manière, de l’argent pour la formation professionnelle, on peut en trouver !”, dit-il, arguant que “c’est aux entreprises de mettre la main à la poche pour former les travailleurs aux métiers dont elles ont besoin”.



## François Asselineau

veut “confirmer la mission des Opca”

Aurélié Gerlach

“Nous ne voulons pas d’une énième réforme de la formation professionnelle. Les professionnels n’ont pas encore digéré celle de 2014 et nous souhaitons limiter l’instabilité législative”, déclare Charles-Henri Gallois, responsable des questions économiques à l’UPR (Union populaire républicaine), le parti de François Asselineau, candidat à l’élection présidentielle. Il revient sur six propositions de son candidat pour “améliorer” le système de formation : “Axer davantage sur la qualité que sur la quantité”, via notamment les nouvelles modalités de formation comme le e-learning. “Donner à l’État l’entière responsabilité de la formation des demandeurs d’emploi.” “Créer un vrai système d’orientation professionnelle qui mettrait l’accent sur les métiers en tension. Il n’est pas normal qu’il y ait 300 000 emplois non-pourvus en France.” “Rendre le CPA (compte personnel d’activité) plus lisible.” “Réformer le système de certification. Aujourd’hui, celui-ci est double : on certifie les instituts et les formations elles-mêmes. Pour nous, il suffirait de certifier uniquement les instituts, et de les contrôler régulièrement.” “Nous voulons confirmer la mission des Opca, essentiels pour aiguiller les petites entreprises. Il n’est donc pas question, par exemple, de les supprimer au profit de la Caisse des dépôts.”



## Jacques Cheminade

veut doubler le nombre de contrôleurs de la formation professionnelle

Aurélié Gerlach

“La formation professionnelle est une clé dans un contexte de développement du numérique et de la robotique”, déclare Christine Bierre, rédactrice en chef de *Nouvelle solidarité*, journal militant édité par Solidarité et Progrès, le parti de Jacques Cheminade. L’un des axes majeurs consiste en une sortie de l’Union européenne. Cela “permettra de reprendre le pouvoir sur une banque de la nation qui aura la main sur les finances. Le pays aura alors toute latitude pour mener une politique de relance économique et investir dans la formation sur certains secteurs d’avenir tels que la voiture électrique ou à hydrogène, le nucléaire de quatrième génération, la robotique...” Par ailleurs, Jacques Cheminade souhaite “réorienter les moyens de la formation professionnelle vers des publics spécifiques, tels que les demandeurs d’emploi de longue durée, les salariés en insertion, les jeunes ayant abandonné leurs études, les femmes en recherche d’emploi après une grossesse...”, dit-elle. Enfin, elle insiste sur le renforcement du contrôle des organismes de formation professionnelle, notamment en ce qui concerne les compétences des formateurs. “On compte aujourd’hui 150 contrôleurs en France. À terme, il faudrait doubler, voire tripler ce nombre”, dit Christine Bierre.



## Nicolas Dupont-Aignan

souhaite fusionner Cif et CPF pour créer une “carte de sécurité professionnelle”

Aurélie Gerlach

“Nous sommes d'accord avec la philosophie du compte personne de formation, mais c'est une usine à gaz. Personne ne comprend comment cela fonctionne. C'est pourquoi nous proposons de le remplacer par une carte de sécurité professionnelle”, dit Alexis Villepelet, responsable du programme de Debout la France, le parti de Nicolas Dupont-Aignan.

Pour mettre en place la nouvelle carte de sécurité professionnelle, Nicolas Dupont-Aignan compte notamment fusionner le CPF et le Cif (congé individuel de formation). Les droits des bénéficiaires seraient chiffrés en euros et non plus en heures, et l'abondement serait plus important pour les personnes dont le niveau de diplôme ne dépasse pas le bac. “L'enjeu est de permettre aux individus de préparer la France de 2050. Pour cela, il faut de la souplesse”, dit Alexis Villepelet. En outre, le candidat souhaite que l'État impulse une cartographie des métiers en tension.



## François Fillon

propose de “remettre l'individu au centre de son parcours”

Aurélie Gerlach

“François Fillon propose de remettre l'individu au centre de son parcours par le biais d'un nouveau « Capital formation » individuel qui se substituera aux dispositifs existants”, rappelle Véronique Louwagie, députée (LR) de l'Orne, qui représentait le candidat à l'élection présidentielle dans le cadre d'un “Grand oral”.

“La priorité de notre candidat est de combattre le chômage, première inégalité en France. Le plein emploi est possible mais il y a des réformes à faire. La réforme de la formation professionnelle est attendue depuis quarante ans car toutes les lois qui se sont succédées jusqu'à présent n'ont constitué que des aménagements. Il convient de lutter contre les trois faiblesses actuelles du système : il est opaque, trop coûteux et inefficace”, dit-elle.

Le “capital formation” individuel, détaille-t-elle, se veut un “outil de flexi-sécurité” permettant à l'individu de s'adapter dans une optique d'ouverture à la mondialisation. “L'idée centrale est celle de liberté : la personne pourra activer son capital elle-même lorsqu'elle en aura besoin. Elle pourra choisir la formation qu'elle souhaite, l'organiser comme elle l'entend”, dit-elle. Selon Véronique Louwagie, le dispositif, entièrement financé, serait créé en révisant le système existant.

“En France, seul 10 % d'entre eux bénéficient d'une formation, contre 20 % en Allemagne et 40 % en Autriche. Certes le dialogue social est nécessaire, mais la priorité, c'est de permettre aux demandeurs d'emploi de renouer avec le travail”, ajoute-t-elle.



## Benoît Hamon

veut assurer le développement de la formation professionnelle

Christelle Destombes

“La formation n'est pas au cœur de la campagne”, déplore Jean-Patrick Gille, député d'Indre-et-Loire qui représentait Benoît Hamon (PS) à l'occasion du Grand oral.

Il prévoit de développer le compte personnel de formation en améliorant le système des listes, et en développant l'accompagnement. “Le CPF ne produit pas exactement ce qu'on avait prévu”, déclare-t-il. Il défend l'idée d'une banque de temps, c'est-à-dire un compte non monétisable. Et précise que le CPF sera abondé pour les publics à bas niveau de qualification.

Défendant la proposition du revenu minimum d'existence, Jean-Patrick Gille souligne la nécessité de réfléchir à l'évolution de l'assurance chômage. “Avec le socle du revenu minimum et des droits attachés à la personne, on pourrait re créer une allocation supplémentaire pour les demandeurs d'emploi inscrits dans une démarche de formation.”

Concernant l'alternance “au cœur des débats”, Jean-Patrick Gille s'oppose à la proposition du Front national de proposer l'apprentissage à 14 ans tout en souhaitant développer l'alternance pour les adultes, et propose de réfléchir à une convergence entre les systèmes d'apprentissage.

Attaché au paritarisme, et au rôle des Régions, conçues comme “autorités organisatrices des parcours de formation”, Jean-Patrick Gille reconnaît qu'il faut poursuivre les efforts en s'appuyant sur les acteurs pour en améliorer la portée.



## Jean Lassalle

préconise des stages courts  
pour créer des emplois

Christelle Destombes

Frédéric Lefebvre-Naré, responsable de la coordination du programme de Jean Lassalle et *"formateur occasionnel"* selon ses propos, choisit de ne pas répondre aux trois questions posées à chacun des intervenants au Grand oral des candidats sur la formation professionnelle : une nouvelle loi ? Quel rôle pour le marché ? Qu'en est-il du dialogue social et du quadripartisme ?

À la place, il défend longuement la proposition formulée par son candidat : l'organisation pendant l'été de stages dans les lycées professionnels et les entreprises volontaires, pour se reconvertir vers un nouveau métier, comme les stages *boot camps* qui existent dans l'informatique.

Ces stages, délibérément courts pour ne pas mettre en danger les salariés, pourraient combler le réservoir d'emplois potentiels, dans les services publics, l'aide à la personne, ou l'agriculture chère au député du Béarn. Frédéric Lefebvre-Naré précise que dès le début de la mandature, si Jean Lassalle venait à être élu, 15 000 personnes seraient formées, ce chiffre constituant un objectif annuel.

Élargissant son propos au manque de dialogue dans la société française, il préconise de mieux partager les responsabilités dans les entreprises, les comités d'entreprise étant appelés à échanger sur tous les sujets et à *"mieux articuler la vie en entreprise et le reste de la vie"*. L'apprentissage et l'alternance pour tous sont revendiqués, avec le souhait que les élèves, dès la primaire, visitent des entreprises ou des artisans locaux, pour découvrir le monde du travail.



## Emmanuel Macron

pour la liberté des individus  
et celle du marché

Christelle Destombes

Marc Ferracci, professeur à l'Université Panthéon Assas et Sciences Po, représentait Emmanuel Macron au Grand oral. Il a défendu la liberté individuelle et celle du marché.

Jugeant le système de formation est *"inégalitaire, inefficace et complexe"*, Emmanuel Macron souhaite renforcer les droits individuels et abonder plus généreusement le compte personnel de formation en réorientant l'obligation légale des entreprises. À terme, le CPF et le Cif devraient fusionner, précise Marc Ferracci.

Il souhaite aller vers une désintermédiation, le salarié pouvant s'adresser directement à un organisme de formation pour choisir ce dont il a besoin. *"Nous assumons vouloir mettre plus de marché"*, précise Marc Ferracci. *"Une partie de la collecte va baisser, voire disparaître à terme et les organismes paritaires, qui ont un rôle de structuration du marché, devront s'insérer dans un nouveau système économique."*

Un effort particulier sera porté sur la formation des demandeurs d'emploi et des jeunes : 15 milliards d'euros du grand plan d'investissement de 50 envisagé par Emmanuel Macron leur seront destinés. Les branches et les régions seront associées au plan d'investissement, comme elles pourront l'être à la définition des contenus pédagogiques liés à l'apprentissage *"au plus près des besoins du terrain"*. Les mécanismes de financement seront également refondés, en unifiant les différentes subventions. Il s'agit de *"rendre justice à l'apprentissage"*, en informant mieux sur les débouchés professionnels des diplômés, et en créant des filières mixtes entre les lycées professionnels et les CFA.



## Jean-Luc Mélenchon

veut créer un écosystème de  
la formation dans un service  
public de l'orientation

Christelle Destombes

David Guiraud, représentant Jean-Luc Mélenchon au Grand oral, a replacé *"la formation dans l'engagement républicain chevillé au corps de la France insoumise"*. Indiquant qu'elle est la condition permettant à chacun de s'élever au cours de sa vie, cet engagement doit se traduire par le droit, et donc une loi.

Les discussions sont toujours en cours, mais il s'agit bien de refonder l'organisation de la formation et de l'inclure dans le service public de l'orientation. Aujourd'hui, *"la formation est extrêmement inégalitaire, profite aux mieux formés et le diplôme fixe les conditions de la rémunération"*, résume David Guiraud, co-auteur du livret *Jeunesse pour la France insoumise*. Dans le futur, elle devrait d'abord profiter aux travailleurs pas ou peu qualifiés et aux chômeurs, et il faut la planifier en accord avec les organisations syndicales et les associations (la représentation patronale étant à revoir).

L'objectif est de *"qualifier tout le monde, toutes les formations devant reconnaître une qualification et provoquer une augmentation de salaire"*. Dans une France où le CDI sera la norme, la formation trouvera tout son sens. Jean-Luc Mélenchon, qui a été ministre délégué à l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002, veut lui redonner tout son rôle. Défaillances qui seront réglées par le recrutement de soixante mille enseignants, la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans pour empêcher le décrochage scolaire, et un grand programme de lutte contre l'illettrisme.